

CHU DE BREST
RESTRUCTURATION ET EXTENSION
DU PLATEAU TECHNIQUE
DU SITE DE LA CAVALE BLANCHE

Marché de Prestations Intellectuelles

Lot n° 01 : Contrôle technique

Lot n° 02 : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

20/01/2025

Acheteur et maître d'ouvrage

CHU de Brest
2 Avenue FOCH
29 609 BREST CEDEX



Assistant Maître d'Ouvrage, groupement :

Socofit
Anagramme
Transition Ingénierie

TABLE DES MATIERES

A	OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES	4
1	Objet du marché - Domicile du titulaire.....	4
2	Intervenants	4
2.1	Le Maître de l'ouvrage	4
2.2	Assistant Maître d'Ouvrage	4
2.3	Coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé).....	4
2.4	Contrôle technique au sens de la loi n°78-12 du 4 Février 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction.	5
3	Assurances avant et après travaux.....	5
3.1	Responsabilité Civile	5
3.2	Responsabilité Décennale.....	5
3.3	Absence ou insuffisance de garantie	5
3.4	Assurances contractées par le maître d'ouvrage.....	6
B	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
4	Pièces particulières :	6
5	Pièces générales :	7
C	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	7
6	Tranche(s) optionnelle(s)	7
7	Variation dans les prix	7
7.1	Forme du prix.....	7
7.2	Mois d'établissement du prix du marché.....	7
7.3	Choix de l'index de référence	7
7.4	Prix ferme	8
7.5	Modalités de révision des prix	8
8	Application de la taxe à la valeur ajoutée	8
9	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	8
9.1	Forfait de rémunération	8
9.2	Contenu des prix	8
10	Mode de règlement des comptes	9
10.1	Situations Mensuelles - Décomptes mensuels – Acomptes.....	9
10.2	Solde	10
10.3	Délais et modalités de règlement	11
10.4	Répartition des paiements.....	11
11	Paiement des co-traitants et des sous-traitants	11
11.1	Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	11
11.2	Modalités de paiement direct par virements	12
D	LES TRAVAUX MODIFICATIFS OU COMPLEMENTAIRES	12

12	Travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique	12
13	Travaux modificatifs non imputables au contrôleur technique	13
E	DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	13
14	Délai d'exécution de la mission.....	13
15	Pénalités pour non-présence aux réunions.....	13
16	Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage.....	14
F	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
17	Retenue de garantie ou cautionnement	14
G	RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	14
H	DEFAILLANCE - RESILIATION	14
I	OPTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
J	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	15

A OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1 Objet du marché - Domicile du titulaire

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les missions de :

- LOT 1 : Contrôle Technique,
- LOT 2 : Coordination SPS (niveau 1).

dans le cadre de la restructuration et l'extension du Plateau Technique du site de la Cavale Blanche.

La description des missions et leurs spécifications sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chacun des lots.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie du lieu du chantier, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

2 Intervenants

2.1 Le Maître de l'ouvrage

Centre Hospitalier Universitaire de Brest

2 Avenue FOCH
29 609 BREST CEDEX

Représenté par Madame la Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de BREST.

2.2 Assistant Maître d'Ouvrage

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est assurée par le groupement suivant :

SOCOFIT (mandataire)

7 avenue Neil Armstrong
33700 MERIGNAC

Représentée par M MOUCHERON et M CHARRAT

ANAGRAMME

24 rue du Château
59200 Tourcoing
Représentée par M BASQUIN

TRANSITION INGENIERIE

6 impasse A. Brémont
31200 Toulouse
Représentée par Mme COQUILLON

TRANSMOBILITES (sous-traitant)

16 route de la Gavotte
13015 Marseille
Représentée par M JOGUET

2.3 Coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé).

Conformément à ses obligations réglementaires, le maître d'ouvrage missionnera un Coordonnateur SPS.

Les compétences du / des coordonnateur(s) impliqués(s) sur la mission seront de niveau 1 minimum ; conformément au CCTP du marché, pour les phases conception et travaux.

2.4 Contrôle technique au sens de la loi n°78-12 du 4 Février 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction.

Conformément à ses obligations réglementaires, le maître d'ouvrage missionnera un Contrôleur Technique.

Les missions confiées sont décrites au CCTP du marché correspondant.

3 Assurances avant et après travaux

3.1 Responsabilité Civile

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, , soit du fait de ses prestations.

Le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, il répond des garanties, responsabilités et risques mis à sa charge notamment par les articles 1240 et suivants du code civil.

Pour chaque lot, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Il doit adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants au titre de la responsabilité civile, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou plus étendue.

De même, les montants de garantie demandés par le Maître d'ouvrage ne sauraient valoir limite de responsabilité. Les intervenants sont libres en effet de souscrire, s'ils le désirent, des montants plus élevés ou des garanties plus étendues que celles demandées par le Maître d'ouvrage.

3.2 Responsabilité Décennale

Pour le lot 1 « Contrôle Technique » uniquement, le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant, pendant 10 ans, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

3.3 Absence ou insuffisance de garantie

Le titulaire devra fournir les attestations d'assurances concernant les polices mentionnées ci-dessus.

Si elles ne sont pas adressées au Maître d'ouvrage dans le délai imparti ou si elles ne sont pas conformes à ce qui précède, celui-ci se réserve le droit de bloquer tout paiement jusqu'à ce que l'entreprise remette les attestations demandées, sans que le décalage de paiement ouvre droit à intérêts.

En cas d'absence de couverture, de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou les polices souscrites, le Maître d'ouvrage exigera de la part du titulaire, la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire.

Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à la demande du Maître d'ouvrage, celui-ci se réserve le droit de souscrire, les assurances nécessaires aux lieux et place de l'entreprise.

Dans ce dernier cas, les primes de ces assurances seront de plein droit déduites du montant des règlements à intervenir au titre du marché, même dans le cas où ces prestations auraient été sous-traités.

Enfin, toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance du titulaire, sera automatiquement mise à la charge de l'Entrepreneur, lequel s'engage à la régler au Maître d'Ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

3.4 Assurances contractées par le maître d'ouvrage

3.4.1 Assurance Tous Risques Chantier

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire, tant à son profil qu'à celui éventuellement de l'ensemble des locataires d'ouvrage, une police Tous Risques Chantier (TRC) destinée à couvrir les dommages matériels aux ouvrages en cours de construction, voir éventuellement la responsabilité vis-à-vis des tiers durant cette période. Chaque intervenant doit néanmoins conserver sa police individuelle et responsabilité de droit commun.

La police TRC comportera une franchise qui, en cas de sinistre, sera supportée intégralement par l'intervenant responsable ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées. Dans le cas où aucune responsabilité ne pourrait être déterminée, la franchise sera imputée aux titulaires de chacun des lots concernés, au prorata du coût de la réparation des dommages affectant ces lots.

Les indemnités dues au titre de la police TRC seront versées par l'assureur au seul maître de l'ouvrage, charge pour lui de les verser ensuite aux différents intervenants.

3.4.2 Le contrat CCRD

Pour les opérations de plus de 15 millions d'euros HT, le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire, pour le compte des constructeurs traitant directement avec lui, un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) dont la garantie comportera une franchise à hauteur de 10 millions d'euros pour les entreprises titulaires des lots concernant la structure et le gros œuvre, de 6 millions d'euros pour les entreprises titulaires des autres lots et de 3 millions d'euros pour les autres constructeurs (dont le bureau de contrôle).

Les constructeurs traitant avec le maître d'ouvrage, s'engagent à adhérer à la police ainsi souscrite par le maître d'ouvrage auquel ils donnent mandat, pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article L 112-1 du Code des Assurances. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

3.4.3 Obligations du titulaire

La souscription de contrats d'assurances par le Maître d'Ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de leurs cocontractants et des tiers.

Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité tant en cours de travaux qu'après réception et pendant le délai de prescription de 10 ans après réception tel qu'appliqué par les tribunaux, ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations du présent CCAP (notamment les obligations d'assurance) à leurs sous-traitants.

B PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué de pièces générales et de pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation, sont réputées être connues du titulaire.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

4 Pièces particulières :

- ▶ L'acte d'engagement (AE) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi,
- ▶ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi en cas de litige,

- ▶ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi.

5 Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article C7.2. :

- ▶ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021 NOR : ECOM2106874A),
- ▶ Le Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire,
- ▶ Les agréments du CSTB pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels retenus par le maître d'ouvrage,
- ▶ Les normes de l'Association Française de Normalisation (AFNOR), homologuées par arrêtés ministériels, dont la plupart d'ailleurs sont insérés dans la REEF,
- ▶ Le code de l'Urbanisme, le code de la Construction et de l'Habitation.

Sauf définition explicite des pièces particulières du marché, les documents généraux s'entendent : la dernière édition parue au plus tard dans le mois qui précède celui où se situe la date limite pour la remise des prix. Tous ces documents sont impérativement applicables aux prestations visées au CCTP et au CCAP sans qu'il soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser à nouveau dans les différents chapitres.

Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus de toutes les entreprises et comme tels, contractuels.

C PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

6 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

7 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

7.1 Forme du prix

Le prix global et forfaitaire est révisable suivant les modalités fixées à l'article 7.5 ci-après.

7.2 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » : mois de remise des offres.

7.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations est l'index ING Ingénierie.

L'index ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement (base 100 en 2010).

En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

7.4 Prix ferme

Sans objet.

7.5 Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 7.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule

$$C_m = 0,15 + 0,85 (I_m/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_m sont les valeurs prises par l'index de référence I visé à l'article 7.3 respectivement :

- ▶ au mois m_0 (mois de remise des offres)
- ▶ au mois m suivant les modalités de détermination précisées ci-après.

L'index I_m ne peut être celui d'un mois postérieur à celui de l'achèvement de chaque élément de mission.

Pour le calcul des révisions le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les révisions des acomptes seront effectuées à l'aide des index publiés lors de l'établissement des demandes d'acomptes. Elles seront ensuite rectifiées à l'occasion du versement des acomptes ultérieurs au fur et à mesure de la publication des index applicables des mois auxquels les prestations se rapportent.

7.5.1 Pour les éléments des phases de consultation et d'étude

Index du mois au cours duquel le livrable (rapport et/ou avis) est remis au maître de l'ouvrage.

7.5.2 Pour l'élément des phases travaux, réception et GPA

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée.

8 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

9 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

9.1 Forfait de rémunération

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire détaillé par élément de mission.

9.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA ; le titulaire reconnaît que son offre de prix :

- Résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération ;
- Comprend l'ensemble des éléments de mission décrits dans le CCTP ;
- Est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces du marché ;

Ainsi, le titulaire s'interdit en conséquence de prétendre à un quelconque supplément de prix sous quelque prétexte que ce soit, et notamment de précisions, détails et compléments qui apparaissent lors des études ou encore qui résulteraient des recommandations du maître d'ouvrage ou de ses assistants.

A programme constant, le forfait de rémunération n'est pas modifié. L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires. Il ne sera pas modifié si le phasage et le délai d'exécution des travaux changent en cours des études de conception.

En cours d'exécution des travaux, l'allongement de la durée du chantier n'entraînera pas de rémunération complémentaire sauf si cet allongement a pour origine une modification substantielle du programme et dont le titulaire n'a pas de part de responsabilité. Dans cette hypothèse, le titulaire devra justifier par un mémoire, les frais complémentaires réels engendrés par ces modifications. En cas d'accord entre les parties, un avenant sera conclu.

Les prix sont décomposés en un sous-détail dont l'usage est strictement limité :

- A l'établissement des notes d'honoraires, en vue des règlements d'acomptes,
- A la détermination de prix nouveaux pour des prestations non prévues au marché.

En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix.

De même, l'absence d'un poste dans ce sous-détail ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des prestations figurant au CCTP ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux normes en vigueur.

10 Mode de règlement des comptes

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique prévoit une dématérialisation des demandes de paiement à compter du 1er janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée à compter du 1er janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) est obligatoire pour toutes les entreprises depuis le 1er janvier 2020. Pour le CHU de Brest et pour ce marché, les identifiants sont :

CHORUS PRO	
Identifiant Structure	200 023 059 00013
Code service	IT
Engagement	Numéro de marché

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4016>

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

10.1 Situations Mensuelles - Décomptes mensuels – Acomptes

En complément de l'article 11 du CCAG PI, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

10.1.1 Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Cette répartition est reprise et précisée en annexe 1 de l'acte d'engagement.

10.1.2 Montant de l'acompte.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques.

Toutefois, dans le cas où le délai d'exécution est important, le titulaire pourra bénéficier d'acomptes dont la fréquence pourra être mensuelle, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois conformément à l'article R2191-22 du code de la Commande Publique. Dans ce cas, l'état périodique, établi

par le titulaire conformément aux stipulations qui suivent, comporte le compte rendu d'avancement de la phase en cours d'exécution à laquelle la demande d'acompte se rapporte, indique le pourcentage approximatif d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant par application au montant de l'élément de mission auquel l'acompte se rapporte, ce dernier montant étant celui visé à l'article 10.1.1 ci-dessus.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) État périodique

L'état périodique, établi par le titulaire, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

Par dérogation à l'article 11 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire présentera à l'assistant à maîtrise d'ouvrage ses notes d'honoraires avant dépôt sur CHORUS.

Les dates de présentation des situations par le titulaire, de vérification et de validation par les représentants du maître d'ouvrage, telles qu'elles figurent sur CHORUS, font foi.

c) Décompte périodique

Pour l'application de l'article 11.6 à 8 du CCAG PI, le maître d'ouvrage établit le décompte périodique.

Les pièces justificatives transmises au comptable public reprendront (notamment),

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- Les pénalités appliquées.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le maître de l'ouvrage.

Cet acompte reprendra, notamment :

- Les montants des décomptes périodiques en cours et précédent
- L'incidence de la T.V.A.
- Le montant total de l'acompte à verser.

10.2 Solde

En dérogation à l'article 11-7 du CCAG-PI, après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues au CCTP du présent marché, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Cette transmission se fera par CHORUS.

10.2.1 Décompte final

Le décompte final comprend :

- a) Le forfait de rémunération
- b) La réfaction éventuelle telle que définie à l'article D12 du présent C.C.A.P. ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

10.2.2 Décompte général - État du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte périodique antérieur ;
- d) L'incidence de la T.V.A. ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire, qui doit être signifiée dans les 30 jours suivant la réception du décompte général notifié par le maître d'ouvrage. A défaut de réponse dans le délai de 30 jours, et par dérogation à l'article 43 du CCAG PI, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général et n'est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le titulaire du décompte général notifié, le titulaire doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Le titulaire dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d'une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général.

10.3 Délais et modalités de règlement

Les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont mentionnés à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique.

Les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont fixés à 50 jours à compter de la date de dépôt de la facture sur CHORUS.

10.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants.

11 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

11.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du Cahier des Clauses Administratives Générales de Prestations Intellectuelles et dans l'acte d'engagement.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG Prestations Intellectuelles;
- le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial :

L'ensemble des déclarations et attestations prévues conformément à l'article R2193-1, notamment la déclaration indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies dans la même unité monétaire que la monnaie de compte.

11.2 Modalités de paiement direct par virements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les prestations du marché, les sous-traitants doivent être payés selon la procédure de paiement direct instituée par la loi du 31 Décembre 1975. A cette fin, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

D LES TRAVAUX MODIFICATIFS OU COMPLEMENTAIRES

12 Travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique

Lorsque les travaux supplémentaires sont réclamés par le contrôleur technique en cours de travaux, ou alors même que les éléments dont il disposait au stade de la phase études de conception lui auraient permis de formuler les mêmes observations, les travaux supplémentaires correspondants sont désignés sous le vocable « travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique »,

Le montant cumulé des travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique (calculé à la valeur du mois Mo de référence des prix des marchés de travaux) est utilisé pour calculer un « écart constaté » donné par la formule suivante :

$$\text{Ecart} = \text{Mtxsuppct} / \text{Mtx}$$

Dans laquelle :

- Mtxsuppct représente le montant total des travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique, en euros HT (au mois Mo de référence des prix du marché de Maîtrise d'Oeuvre)
- Mtx représente le montant total de la part des prestations de travaux du marché de Maîtrise d'Oeuvre notifié à l'issue de la phase de consultation, en euros HT (au mois Mo de référence des prix du marché de Maîtrise d'Oeuvre).

La valeur de l'écart toléré Eo est fixé à 0.5%

Au stade de l'établissement du décompte final de la part travaux du marché de Maîtrise d'Oeuvre, si l'écart constaté est supérieur à l'écart toléré Eo fixé ci-avant, le contrôleur technique subit sur sa rémunération une réfaction calculée conformément aux dispositions suivantes :

- Si $\text{Ecart} \leq \text{Eo}$, le contrôleur technique perçoit l'intégralité de son forfait de rémunération.
- Si $\text{Ecart} > \text{Eo}$, le contrôleur technique subit sur sa rémunération une réfaction R, calculée par la formule suivante :

$$R = 10 \times \text{Fi} \times (\text{Ecart} - \text{Eo})$$

Dans laquelle Fi représente le forfait initial de rémunération du contrôleur technique en euros HT.

La réfaction est notifiée au contrôleur technique par ordre de service.

Les dispositions concernant la réfaction sur la rémunération du contrôleur technique ne sont applicables que si les éléments remis à ce dernier en fin de phase de conception sont suffisants pour lui permettre d'établir un rapport de fin de phase de conception complet.

Sera considéré comme suffisant (sauf avis contraire circonstancié du contrôleur technique), tout dossier dont le contenu sera au moins celui d'une étude de projet au sens du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993.

13 Travaux modificatifs non imputables au contrôleur technique

Si les travaux modificatifs non imputables au contrôleur technique et demandés en cours de chantier par le maître d'ouvrage, conduisent à un dépassement de plus de 10 % du montant en prix de base de la part de travaux du marché de Maîtrise d'Œuvre soumis à contrôle, le contrôleur technique peut demander un réajustement de son forfait de rémunération.

Ce réajustement ne peut pas présenter de caractère d'automatisme. Il doit être justifié par un mémoire de frais complémentaires réels. En tout état de cause, le montant du forfait corrigé issu de ce réajustement ne peut excéder la valeur maximale donnée par la formule suivante :

$$F_c = F_i \times (0,90 + M_{txsupp}/M_{ti})$$

Dans laquelle :

F_c représente le forfait corrigé en euros HT

F_i représente le forfait initial en euros HT

M_{txsupp} représente le montant total des travaux supplémentaires non imputables au contrôleur technique au sens de l'article ci-avant, en euros HT (au mois M_o de référence des prix du marché de Maîtrise d'Œuvre)

M_{ti} représente le montant total des marchés de travaux en euros HT (au mois M_o de référence des prix du marché de Maîtrise d'œuvre).

Le forfait corrigé fait l'objet d'un avenant.

E DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

14 Délai d'exécution de la mission

Les délais prévisionnels de chacune des phases de la mission sont indiqués au CCTP du présent marché.

Planning prévisionnel général	Durée mois
Procédure de concours et de marché négocié	20
Etudes de conception	28
Consultation des entreprises travaux	
Analyse des offres (offres travaux)	
Exécution des travaux	60
Garantie du parfait achèvement (GPA)	12
Total	108 mois + 12 mois de GPA

15 Pénalités pour non-présence aux réunions

Le présent titulaire doit être présent à toutes les réunions prévues au présent marché.

Le CCTP du marché définit les réunions systématiques et pour lesquelles il pourra être convoqué. Il s'agit, notamment, des réunions hebdomadaires de chantier, des réunions mensuelles organisées par l'AMO ou le Maître d'Ouvrage et des réunions pour lesquelles il reçoit une convocation (Maître d'ouvrage, Assistant maître d'ouvrage et la maîtrise d'Œuvre).

En cas d'absence non excusée par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant du Maître d'Ouvrage du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 300 euros TTC.

En cas de retard, la pénalité appliquée sera de 50 euros TTC par demi-heure de retard.

16 Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage

En cas de non remise des rapports définis par le CCTP de la mission objet du présent marché, ou tout document demandé par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours calendaires de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite de production.

Le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à 300 euros TTC.

En absence de définition au CCTP de la mission, le délai de production des documents est fixé à 10 jours calendaires. Passé ce délai, les pénalités ici prévues seront applicables.

F CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

17 Retenue de garantie ou cautionnement

Sans objet.

G RECEPTIONS DES TRAVAUX

Les opérations des vérifications et les décisions consécutives à ces opérations sont soumises aux dispositions de l'article 29 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Prestations Intellectuelles.

H DEFAILLANCE - RESILIATION

En application de l'article 39 du CCAG-PI, Dans le cas où il ne respecterait pas l'une ou l'autre des obligations du présent contrat, et 15 (quinze) jours après une mise en demeure restée infructueuse, le Maître d'ouvrage pourra déclarer le titulaire défaillant et constater la résiliation de plein droit du présent contrat.

L'exécution des prestations pourra alors être poursuivie par toute autre opérateur au choix du Maître d'ouvrage.

Un constat contradictoire des prestations, d'ores et déjà effectuées, à la date de résiliation, devra être dressé en présence du titulaire.

Un arrêté de compte provisoire sera établi sur la base de ce constat. Le solde éventuellement créditeur au profit du titulaire en résultant, restera bloqué et constituera une réserve.

Le décompte général définitif du marché résilié sera notifié au titulaire.

Le titulaire étant responsable des conséquences financières de sa défaillance, les sommes dont il serait redevable à cet égard, et notamment les coûts supplémentaires qu'impliquerait la poursuite des prestations, seront de plein droit imputés sur le montant de cette réserve. D'autre part, les frais d'expertise éventuels seront avancés par le maître de l'ouvrage, mais imputés sur les sommes restant dues au titulaire défaillant.

Les dispositions ci-dessus seront également applicables dans le cas où la défaillance du titulaire résulterait de sa mise en redressement ou liquidation judiciaire, à moins que l'administrateur judiciaire ne décide de poursuivre l'exécution du présent marché, conformément à ses clauses et conditions, et de fournir les prestations promises.

Le règlement définitif des sommes pouvant rester dues au titulaire après les imputations ci-dessus, n'interviendra qu'après l'arrêté définitif des comptes du contrat, et après remise au Maître d'ouvrage par le titulaire, l'administrateur judiciaire ou le liquidateur, d'une attestation d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, certifiant que les conséquences de la responsabilité de l'entreprise selon les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil, à effet de couvrir les sommes résultant de l'arrêt des comptes, couvertes pendant les durées mentionnées aux dits articles, et ce au profit du Maître de l'ouvrage.

Enfin, le Maître d'ouvrage aura également la faculté de résilier, de plein droit, par simple lettre recommandée, le marché du titulaire dont le retard d'exécution de sa prestation serait soit égal ou supérieur à deux mois.

Dans ce cas, il sera retenu au titulaire défaillant, à titre de dommage et intérêt, une somme égale à 10 % du montant des prestations restant à exécuter.

L'arrêté de compte et la reprise des prestations se feront alors conformément aux stipulations énoncées ci-dessus.

I MARCHE DE PRESTATION SIMILAIRES

Le CHU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens des articles R.2122-1 à R.2122-9 du code de la commande publique.

J DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des du CCAG-PI :

Article du CCAP	Déroge à l'article du CCAG Prestations Intellectuelles (CCAG-PI)
C10.1.2	11
C10.2	11. 7
C10.2.2	43